

**11 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, notamment les articles 7, 9 et 10;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 avril 1999;

Vu le protocole du 5 mai 1999 du comité des services publics provinciaux et locaux, section 11;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 1999 sur la demande d'avis à donner dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'État donné le 2 juin 1999 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Sur la proposition du Ministre ayant l'enseignement artistique à horaire réduit dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Des dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « décret » : le décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en

cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

2° « l'inspection » : l'inspection visée à l'article 24, § 2, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle que modifiée;

3° « la Commission » : la Commission de la formation en cours de carrière visée à l'article 10 du décret du 15 mars 1999 précité;

4° « Le Ministre » : le Ministre chargé de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

5° « les responsables de l'organisation des formations » : les Pouvoirs organisateurs ou les organes de représentation, et de coordination des Pouvoirs organisateurs ou le Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française visés à l'article 9 du décret du 15 mars 1999 précité.

**CHAPITRE II. — Du fonctionnement de la commission**

**Art. 2.** Les membres de la Commission visés à l'article 10 du décret sont convoqués, à l'initiative du Président, huit jours avant la réunion.

Les mandats des membres de la Commission sont gratuits.

Les frais de déplacement des membres de la Commission et les frais de fonctionnement de celle-ci, sont à charge du budget du Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance.

Pour le remboursement des frais de déplacement, les membres du personnel de la Communauté française visés à l'article 10, du décret sont assimilés au rang qu'ils occupent. Les autres membres sont assimilés aux fonctionnaires de rang 12.

Pour autant que cette notion leur soit applicable, les membres de la Commission sont considérés comme étant en activité de service

lorsqu'ils siègent à la Commission.

**Art. 3.** La Commission se réunit dans le courant du mois de janvier pour établir la liste des thèmes généraux communs de formation visés à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, relatifs à l'organisation de la formation en cours de carrière de l'année civile suivante.

Dans les huit jours qui suivent cette réunion, le Président de la Commission transmet cette liste aux organisations syndicales représentées au sein du Comité des Services publics provinciaux et locaux section II, qui disposent de quinze jours, à dater de la réception de la liste, pour transmettre leur avis au Président de la Commission.

Chacune des organisations syndicales visées à l'alinéa 2 :

1° soit marque son accord sur la liste proposée par la Commission;

2° soit propose, de manière motivée, une autre liste.

La Commission se réunit dans les quinze jours qui suivent la réception des avis des organisations syndicales visés à l'alinéa 2, afin d'arrêter définitivement la liste reprenant les thèmes généraux communs de formation et de la soumettre à l'approbation du Ministre, au plus tard le 15 mars, conformément à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup> du décret.

Lorsque la Commission arrête une liste différente de celle visée à l'alinéa 3, 2°, elle motive son choix auprès du Ministre et auprès de l'organisation syndicale concernée.

**Art. 4.** Si le Ministre approuve la liste visée à l'article 3, il charge le Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance de la transmettre à la Commission et aux organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs.

S'il n'approuve pas la liste, il invite la Commission à la modifier dans un délai de quinze jours. Passé ce délai, le Ministre la modifie et charge le Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance de la transmettre à la Commission et aux organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs.

### CHAPITRE III. — *De l'organisation des formations*

**Art. 5.** Les formations visées à l'article 9, 2° et 3°, du décret sont organisées sur la base d'une convention conclue entre le Ministre et le responsable de l'organisation des formations, établie selon le modèle repris à l'annexe I du présent arrêté.

Un exemplaire de la convention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit parvenir, avant le début de la formation :

1° au Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance;

2° au Président de la Commission;

3° au Service d'inspection.

**Art. 6.** Pour les activités de formation organisées en application de l'article 9 du décret, le rapport de l'inspection doit être adressé au Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance, au plus tard dans le courant du mois qui suit la fin de la formation en cours de carrière concernée.

En l'absence du rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ou en cas de dépassement du délai prévu, l'avis de l'inspection est réputé favorable.

**Art. 7.** L'attestation visée à l'article 7 du décret est délivrée suivant le modèle repris à l'annexe II du présent arrêté.

### CHAPITRE IV. — *Des dispositions transitoire et finales*

**Art. 8.** Pour l'année 2000, la liste visée à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup> du décret est soumise à l'approbation du Gouvernement pour le 30 novembre 1999 au plus tard.

**Art. 9.** Sont reconnus comme organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs visés à l'article 1<sup>er</sup> :

1° le Conseil de l'enseignement des Communes et des Provinces, ayant son siège rue des Gaulois, 32, 1040 Bruxelles, représentant les Pouvoirs publics organisant des établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

2° la Fédération des Ecoles libres subventionnées indépendantes, ayant son siège drève des Gendarmes, 45, à 1180 Bruxelles, représentant les pouvoirs privés organisant des établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionnés par la Communauté française.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1999.

**Art. 11.** Le Ministre ayant l'enseignement artistique à horaire réduit dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## ANNEXE I

Convention établie dans le cadre du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française  
Entre, d'une part :

et, d'autre part :

**IL EST CONVENU :**

Article 1. La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'organisation et de fonctionnement de la formation dispensée dans le cadre de la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

**Art. 2 : formation**

L'objet de la présente convention porte sur le projet de formation suivant :

Type de formation proposée :

thème général commun. (1)

thème spécifique. (1)

S'il s'agit d'un thème général commun, préciser la correspondance avec un des thèmes généraux communs de formation approuvé par le Gouvernement de la Communauté française.

Intitulé de la formation :

Objectifs de la formation :

Contenu de la formation :

**Art. 3 : formateur(s)**

La formation visée à l'article 2 sera assurée par le(s) formateur(s) suivant(s) (Nom, coordonnées, qualifications et n° de compte bancaire) :

**Art. 4 : public**

Description du public concerné :

Nombre prévu de participants :

**Art. 5 : horaire de la formation**

Durée prévue de la formation : du..... au.....

Horaire de la formation : en annexe.

Lieu(x) :

**Art. 6 : coûts de la formation.**

Frais de gestion et de secrétariat : (2) (exemple : personnel administratif, téléphone, papier, timbres, photocopies, petit matériel, brochure d'informations,...)

Formateur(s) :

Rémunérations :

Déplacements (3)

Hébergements (4) :

Matériel didactique :

Achat ou location de matériel didactique (livres, publications, revues, vidéo, projection, informatique,...) à l'usage exclusif de la formation :

Accueil :

Frais de réception et de repas des agents formés et des formateurs :

Locaux :

Location de salle :

Hébergement (5) :

## Diffusion de l'information :

A l'exclusion de toute publication destinée à la vente, et avec un maximum de 5.000 BEF.

TOTAL :

## Art. 7 : Disposition finale

La présente convention entre en vigueur le ..... et se termine le .....

Signatures :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999, portant exécution du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

Bruxelles, le 11 juin 1999.

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## Notes

- (1) Biffer la mention inutile.
- (2) Ces frais ne peuvent excéder 12 % des budgets alloués.
- (3) Pour le(s) formateur(s) utilisant son (leur) véhicule personnel : application de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, tel qu'il a été modifié.
- (4) Uniquement pour formateur(s) étranger(s) ou pour des stages résidentiels.
- (5) Uniquement pour les stages résidentiels.

## ANNEXE II

Attestation délivrée dans le cadre de la formation en cours de carrière du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française (décret du 15 mars 1999)

Nous certifions que Mlle, Mme, M. (1) .....

Domicilié(e) à : (C.P.) (localité).....

(Rue) .....(n°)....

exerçant la fonction de :.....

dans l'établissement suivant : .....

(dénomination) ..... (rue, n°) .....

..... (C.P. localité) .....

a assisté à la formation en cours de carrière dont les caractéristiques sont reprises ci-dessous, en qualité de :

- participant(e) (1)
- formateur(trice) (1)

Thème :

Discipline(s) :

Journée(s) de formation - stage résidentiel (1)

Date(s) : .....

Lieu(x) : .....

Fait à ..... le .....

L'Inspecteur(trice), ..... Le(a) responsable de la Formation,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant exécution du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## Note

- (1) Biffer les mentions inutiles.

## VERTALING

N. 99 — 3567

[C — 99/29528]

- 11 JUNI 1999.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijszend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijszend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 7, 9 en 10;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 april 1999;

Gelet op het protocol van 5 mei 1999 van het Comité van de provinciale en lokale overheidsdiensten, sectie II :

Gelet op de beraadslaging van 26 april 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 2 juni 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1,1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het kunstonderwijs met beperkt leerplan behoort;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen***

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "het decreet" : het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijszend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° "de inspectie" : de inspectie bedoeld bij artikel 24, § 2, lid 2, 3° van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd;

3° "de Commissie" : de Commissie voor de opleiding tijdens de loopbaan, bedoeld bij artikel 10 van voormeld decreet van 15 maart 1999;

4° "de Minister" : de Minister belast met het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan;

5° "de verantwoordelijken voor de organisatie van de opleidingen" : de inrichtende machten of de organen voor de representatie en de coördinatie van de inrichtende machten of de Algemene Dienst voor de pedagogische aangelegenheden, de vorsing inzake pedagogie en de begeleiding van het onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschap bedoeld bij artikel 9 van voormeld decreet van 15 maart 1999.

**HOOFDSTUK II. — *De werking van de commissie***

**Art. 2.** De leden van de Commissie bedoeld bij artikel 10 van het decreet worden, op initiatief van de Voorzitter, acht dagen voor de vergadering samengeroepen.

De mandaten van de leden van de Commissie zijn kosteloos.

De reiskosten van de leden van de Commissie en haar werkingskosten zijn ten laste van de begroting van de Algemene Dienst van het onderwijs voor sociale promotie, het kunstonderwijs met beperkt leerplan en het afstandsonderwijs.

Voor de terugbetaling van de reiskosten worden de personeelsleden van de Franse Gemeenschap bedoeld bij artikel 10 van het decreet gelijkgesteld met de rang die zij bekleden. De andere leden worden gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 12.

Voor zover dit begrip op hen van toepassing kan zijn, worden de leden van de Commissie als in dienstactiviteit beschouwd wanneer zij aan de Commissie deelnemen.

**Art. 3.** De Commissie vergadert in de loop van januari om de lijst op te stellen van de gemeenschappelijke algemene opleidingsthema's bedoeld bij artikel 10, lid 1 van het decreet betreffende de organisatie van de opleiding tijdens de loopbaan voor het volgend kalenderjaar.

Binnen de acht dagen die volgen op deze vergadering, zendt de Voorzitter van de Commissie deze lijst door naar de vakverenigingen vertegenwoordigd in het Comité van de provinciale en lokale overheidsdiensten, sectie II, die veertien dagen tijd hebben, te rekenen vanaf de ontvangst van de lijst, om hun advies aan de Voorzitter van de Commissie mede te delen.

Elke vakvereniging bedoeld bij lid 2 :

1° ofwel betuigt haar instemming met de door de commissie voorgestelde lijst;

2° ofwel stelt een andere met redenen omklede lijst voor.

De Commissie vergadert binnen de veertien dagen die volgen op de ontvangst van de adviezen van de vakverenigingen bedoeld bij lid 2, om de definitieve lijst op te stellen waarin de gemeenschappelijke algemene thema's over de opleiding zijn opgenomen en om haar ter goedkeuring aan de Minister voor te leggen uiterlijk 15 maart, overeenkomstig artikel 10, lid 1 van het decreet.

Wanneer de Commissie een lijst opstelt die verschilt van deze bedoeld bij lid 3, 2° geeft zij haar met redenen omklede keuze aan de Minister en aan de betrokken vakvereniging te kennen.

**Art. 4.** Indien de Minister zijn goedkeuring hecht aan de bij artikel 3 bedoelde lijst, belast hij de Algemene Dienst van het onderwijs voor sociale promotie, voor kunsonderwijs met beperkt leerplan en voor afstandsonderwijs die lijst aan de Commissie en aan de representatie- en coördinatieorganen van de inrichtende machten door te zenden.

Indien hij die lijst niet goedkeurt, verzoekt hij de Commissie deze binnen de veertien dagen te wijzigen. Na deze termijn wijzigt de Minister die lijst en belast de Algemene Dienst van het onderwijs voor sociale promotie, voor kunsonderwijs met beperkt leerplan en voor afstandsonderwijs die lijst aan de Commissie en aan de representatie- en coördinatieorganen van de inrichtende machten door te zenden.

#### HOOFDSTUK III. — *De organisatie van de opleiding*

**Art. 5.** De bij artikel 9, 2° en 3° van het decreet bedoelde opleidingen worden georganiseerd op basis van een overeenkomst gesloten tussen de Minister en de verantwoordelijke voor de organisatie van de opleidingen, opgesteld volgens het model als bijlage I bij dit besluit.

Een exemplaar van de bij lid 1 bedoelde overeenkomst moet voor het begin van de opleiding bezorgd worden aan :

1° de Algemene Dienst van het onderwijs voor sociale promotie, voor kunsonderwijs met beperkt leerplan en voor afstandsonderwijs; 2° de Voorzitter van de Commissie; 3° de Inspectiedienst.

**Art. 6.** Wat de opleidingsactiviteiten betreft georganiseerd in toepassing van artikel 9 van het decreet, moet het verslag van de Inspectie uiterlijk in de loop van de maand die volgt op het einde van de opleiding tijdens de betrokken loopbaan gestuurd worden naar de

Algemene Dienst van het onderwijs voor sociale promotie, voor kunsonderwijs met beperkt leerplan en voor afstandsonderwijs.

Bij ontstentenis van het in lid 1 bedoeld verslag of in geval van overschrijding van de bepaalde termijn, wordt het advies van de Inspectie als gunstig geacht.

**Art. 7.** Het bij artikel 7 van het decreet bedoeld attest wordt uitgereikt volgens het model als bijlage II bij dit besluit.

#### HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 8.** Voor het jaar 2000 wordt de bij artikel 10, lid 1 van het decreet bedoelde lijst uiterlijk 30 november 1999 ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

**Art. 9.** Worden erkend als representatie- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, bedoeld bij artikel 1 :

1° De Raad voor het Gemeentelijk en Provinciaal Onderwijs, met zijn zetel te 1040 Brussel, Galliërsstraat 32, die de inrichtende machten vertegenwoordigt die inrichtingen voor kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan organiseren, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° De federatie van de vrije, zelfstandige gesubsidieerde scholen, met haar zetel te 1180 Brussel, Rij kwachtersdreef, 45 die de privé overheden vertegenwoordigt die inrichtingen voor kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan organiseren, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1999.

**Art. 11.** De Minister tot wiens bevoegdheid het kunsonderwijs met beperkt leerplan behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juni 1999

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

**BIJLAGE 1**

Overeenkomst gesloten in het kader van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Tussen, enerzijds, :

En, anderzijds, :

Wordt overeengekomen :

**Artikel 1**

Deze overeenkomst heeft tot doel de nadere regels inzake organisatie en werking van de opleiding vast te stellen die gegeven wordt in het kader van de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 2 : opleiding**

Deze overeenkomst beoogt het volgende opleidingsproject :

Type van voorgestelde opleiding :

gemeenschappelijk algemeen thema (1)

specifiek thema (1)

Indien het over een gemeenschappelijk algemeen thema gaat, meer klarheid scheppen over de overeenstemmingen met een van de gemeenschappelijke algemene opleidingsthema's goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap

Betiteling van de opleiding :

Doelstellingen van de opleiding :

Inhoud van de opleiding :

**Art. 3 : opleider(s)**

De bij artikel 2 bedoelde opleiding wordt gegeven door de volgende opleider(s) :

Art. 4. Beschrijving van het betrokken publiek :

Voorzien aantal deelnemers :

Art. 5 : uurregeling van de opleiding :

Voorziene duur van de opleiding : van ..... tot .....

Uurregeling van de opleiding : zie bijlage

Art. 6 : kosten van de opleiding

Kosten inzake beheer en secretariaat : (1)

Opleider(s) :

Bezoldigingen :

Verplaatsingen (2)

Huisvesting (3)

Didactisch materieel :

Aankoop of huur van didactisch materieel (boeken, publicaties, tijdschriften, video, projectie, informatica,...) uitsluitend ten behoeve van de opleiding :

Onthaal :

Kosten voor het onthaal en de maaltijden van de opgeleide ambtenaren en de opleiders :

Lokalen :

Localisatie van de zaal :

Huisvesting (4)

Verspreiding van de informatie :

Met uitsluiting van elke publicatie bestemd voor de verkoop, en met een maximum van 5.000 BEF

Totaal :

## Art. 7 : Slotbepaling

Deze overeenkomst treedt in werking op..... en eindigt op.....

## Handtekeningen :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 11 juni 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijszend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Brussel, 11 juni 1999.

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## Nota's

## (1) Doorhalen wat niet past

Deze kosten mogen niet hoger oplopen dan 12 % van de toegekende begrotingen (voorbeeld : administratief personeel, telefoon, papier, zegels fotocopieën, klein materieel, informatie brochures,...)

(2) Voor de formateur(s) die zijn (hun) persoonlijk voertuig gebruikt (gebruiken) : toepassing van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals het werd gewijzigd.

(3) Enkel voor vreemde formateur(s) of voor residentiële stages.

(4) Enkel voor de residentiële stages.

## BIJLAGE II

Attest uitgereikt in het kader van de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijszend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (decreet van 15 maart 1999)

Wij verklaren dat Mej, Mevr, De heer (1) .....

Wonende te : (P.N.)..... ((plaats).....

.....(straat) nr....

die het ambt van..... uitoefent

in de volgende inrichting :.....

(benaming) .....(straat, nr.)

.....(P.N. plaats)

als : deelnemer (1)

formateur (trice) (1)

deelgenomen heeft aan de opleiding tijdens de loopbaan waarvan de kenmerken hierna vermeld zijn :

Thema : .....

Discipline(s) : .....

Opleidingsdag(en) - residentiële stage (1)

Datum(data) : .....

.....

Plaats(en) : .....

.....

Gedaan te....., op.....

De Inspecteur(trice)

De Verantwoordelijke voor de Opleiding,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 11 juni 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijszend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## Nota

(1) Doorhalen wat niet past.